RESOLUTION SUR LES CONSEQUENCES DU PROGRAMME COMMUN ET DE L'UNION DE LA GAUCHE DANS NOTRE TRAVAIL SYNDICAL

La perspective de l'Union de la Gauche nous pose des problèmes tactiques délicats dans notre intervention syndicale, en particulier dans la CGT. C'est la raison pour laquelle le BP, après discussion en CNO, a jugé nécessaire de préciser dans une résolution le cadre de notre intervention. Il est clair qu'il s'agit d'une résolution conjoncturelle et que nous ne saurions circonscrire l'ensemble de notre travail syndical à la rentrée au seul programme commun, qui ne peut représenter qu'une partie de notre intervention. En fait, actuellement, cela est même souvent encore au second plan de notre travail syndical ; mais si nous ne voulons pas être entièrement submergés dans les mois à venir, nous devons prendre les devants.

DANS LA CGT

1) La direction de la CGT a tiré les leçons du premier semestre 72. Si on peut s'attendre à une application plus habile du texte « Pour une action syndicale responsable et efficace » (cf. discours de Séguy et article de l'Humanité sur les Nouvelles Galeries), on ne saurait conclure à un tournant dans l'orientation générale, l'existence de l'extrême-gauche et la combativité ouvrière limitant comme auparavant les marges de manœuvre du Bureau Confédéral. Mais dans la lancée du 7 juin, on peut prévoir une politique de **harcèlement contrôlé** *qui, tout en entretenant un climat propice à la mobilisation électorale, permettra d'éviter les débordements. Ceci se traduira par une combinaison de manifestations centrales (retraités le 19 octobre, fiscalité, etc...) et de mouvements à l'échelle des fédérations où puisse être canalisée la volonté de lutte de la classe ouvrière (journée d'action dans le textile le 26 septembre, mouvements prévus dans la métallurgie, grève reconductible envisagée dans l'enseignement technique) qui pourront déboucher, le cas échéant, sur des journées nationales d'action, comme le 7 ou le 23 juin. Le programme commun fait déjà l'objet d'une propagande intense dans la CGT, toutes les revendications sont immédiatement reliées aux objectifs qu'il propose (exemple : face au chômage à Renault, défense de la nationalisation) ; ceci nous pose d'ores et déjà des problèmes difficiles dans notre intervention.*

2) Depuis le congrès de 1965, la direction CGT s'est prononcée pour un programme commun des forces de gauche, et le congrès de Nîmes a sanctionné sa volonté de participer, même seule en tant qu'organisation syndicale, à l'élaboration d'un tel programme, ce qui s'est fait, paraît-il, lors des rencontres entre le bureau confédéral, le PS et le PC. Il n'est donc pas surprenant de retrouver dans le programme des revendications qui figurent déjà dans le programme d'action de la CGT. Le rôle que s'assigne selon elle la direction cégétiste « dans le souci de l'intérêt des travailleurs » est de faire en sorte que « les objectifs fixés soient réalisés, tout en maintenant l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques » (Berteloot, rapport à la Commission Exécutive de juillet).

Face à cette argumentation, il serait dangereux, même si la situation est difficile pour nous, soit de fuir le débat politique sur le thème « occupons-nous des luttes, on verra bien après » — position fausse et incompréhensible pour les syndiqués — soit de faire une critique intégrale du programme qui débouche sur une bataille frontale avec les staliniens dans le cadre d'un rapport de forces global, qui à quelques exceptions près, ne nous le permet pas.

*3) Nous devons être offensifs en montrant que rien de ce qui concerne le sort de la classe ouvrière ne nous laisse indifférents. Pour la première fois depuis Mai 68, une perspective politique, réformiste certes, mais crédible pour les travailleurs, existe. C'est de là que nous devons partir, si nous voulons que nos critiques soient écoutées. Ecarter d'un revers de la main l'Union de la Gauche « bidon » n'est ni éducatif, ni convaincant. Nous devons au contraire prendre l'initiative (*en tenant compte du rapport de forces dans l'entreprise, du degré d'apparition des militants Ligue et de leur formation politique*) et proposer que soient organisés des débats sur le programme commun. Nous réclamerons de tels débats dans les sections syndicales CGT, en* **assemblées générales devant tous les syndiqués** *et ceci avant toute prise de position publique de la section. Ensuite, dans tous les cas où c'est possible, nous avons tout intérêt à ce que ces débats soient organisés unitairement avec la CFDT (dans la mesure où par ailleurs de nombreuses actions sont menées en commun avec cette centrale, y compris à l'échelon confédéral, où un débat au sommet existe ; pourquoi alors ce débat commun ne pourrait-il exister à la base ?), mais les staliniens y seront évidemment très réticents. Les réunions syndicales (même CGT seule) pourront parfois déboucher sur des compte-rendus dont on demandera qu'ils paraissent dans le bulletin syndical, ce qui est possible dans certaines sections cadre, ou en réclamant une tribune libre (cas particulier SNETP-CGT, par exemple) ; ce qui s'inscrit dans une logique de droit de tendance où les différentes positions doivent s'exprimer publiquement. Même si ceci n'est généralement pas réalisable, de tels débats permettent aux militants Ligue de faire connaître leurs positions dans les meilleures conditions, sans y être acculés au détour d'une réunion.*

a) Au cours de tels débats, nous devons commencer par souligner la concordance entre certaines revendications immédiates, qui figurent dans le programme commun, et celles que le syndicat a déjà à son programme depuis ses derniers congrès. Nous demandons que l'on engage la lutte maintenant, sans attendre les élections pour obtenir satisfaction, le développement des luttes ouvrières étant une garantie que l'on ne sacrifiera pas la lutte de classes aux élections.

b) Cet appui doit s'accompagner de critiques et de manifestations de défiance qui peuvent aller selon les cas de simples questions (s'il s'agit d'un militant isolé) à des interventions plus développées, voire à une critique systématique dans des cas exceptionnels (militant connu comme Ligue avec une importante audience de masse). Ces critiques ne doivent pas se faire de façon abstraite, mais à partir d'exemples et sans surenchère (âge de la retraite à 55 ans plutôt que 60, salaire minimum à 1 500 F plutôt que 1 000 F, etc...). Notre intervention doit au contraire souligner les contradictions du programme et sa logique réformiste à partir de points significatifs : le Chili, la résistance de la bourgeoisie qui ne se laissera pas déposséder dans réagir, l'alliance avec le PS de Mitterrand — en rappelant son passé, la guerre d'Algérie, sa disparition en Mai alors que les couches moyennes qu'il est censé représenter et dont on veut se rapprocher, étaient alors solidaires de la lutte du prolétariat (nous lions évidemment notre intervention à